

Les écoles difficiles rendues attractives

ENSEIGNEMENT Une association motive les profs à tenter l'enseignement différencié

- Les écoles à indice socioéconomique faible peinent à attirer les enseignants.
- Une initiative privée tente de lutter contre les inégalités et... suscite le débat.

REPORTAGE

En plein milieu du mois d'août, quand la plupart des écoles sont à l'arrêt, l'Institut Notre-Dame à Anderlecht est très animé. C'est là que se tient l'université d'été de l'association Teach for Belgium, la version belge d'un programme présent dans une trentaine de pays à travers le monde. Le but ? Lutter contre les inégalités scolaires. Comment ? En sélectionnant des jeunes universitaires dynamiques, qui n'ont pas forcément de diplôme pédagogique, pour les former à enseigner spécifiquement dans les écoles à encadrement différencié (anciennement D+ ou discrimination positive, soit des établissements avec un indice socioéconomique faible).

Le projet avait été présenté dans *Le Soir* du 6 novembre. Depuis, l'association a bien progressé : 25 futurs enseignants ont été sélectionnés. Ils ont été formés pendant deux mois. L'université d'été est un peu la cerise sur le gâteau de leur formation : cinq semaines de cours et de stage en résidentiel.

Ce lundi, Gaëtan de Briey, 25 ans et diplômé en sciences de gestion, anime la classe. Il donne cours de géométrie à des élèves qui vont entrer en deuxième an-

née secondaire. Leurs parents ont déboursé 10 euros pour l'inscription. Le jeune homme déploie tous les efforts imaginables pour intéresser ses douze élèves à la géométrie des quadrilatères, malgré le brouhaha ambiant. Le jeune homme semble tout mettre en œuvre pour motiver ses élèves : il s'assure qu'ils comprennent bien tout, les félicite, les prévient lorsque la matière est essentielle...

« L'impression d'être vraiment utile dans ce type de classe »

« Je ne me destinais pas du tout à enseigner à la base », explique Gaëtan, une fois l'heure de la récréation arrivée. Le jeune diplômé s'est intéressé à l'entrepreneuriat social pour son mémoire. C'est dans ce contexte qu'il a découvert Teach for America, un « chouette projet », estime-t-il.

Lorsqu'il est arrivé sur le marché du travail, il a cherché du boulot dans tous les secteurs. Quand il a découvert que Teach for Belgium se lançait en Belgique, il a tout de suite adhéré au projet. Durant ses études, Gaëtan a réalisé des stages dans le privé, mais il ne se sentait pas forcément très utile. « La D+ me tente car j'ai l'impression que j'y serai vraiment utile », justifie-t-il.

Yohann Fleury, 42 ans, enseigne à l'Institut de la Provi-

dence à Anderlecht, section professionnelle. Ici, il joue le rôle de tuteur : un prof expérimenté ac-

compagnant la jeune recrue dans ses débuts dans l'enseignement... Durant les cinq semaines de stage d'été, mais aussi à plus long terme. « Je trouve le projet passionnant et cela me permet de transmettre mes compétences. En plus, c'est un vrai laboratoire ! L'initiative permet de tester de nouvelles pédagogies adaptées à la D+, que l'agrégation n'a pas forcément le temps de faire. Ici, on est dans la création et l'interaction en permanence. » Le tuteur se réjouit par exemple de pouvoir travailler sur les intelligences multiples : musicale, visuelle, auditive, kinesthésique (mouvement)...

Sur les 25 candidats, près de 20 ont déjà trouvé une place pour la rentrée scolaire. Ils ont tous entre 20 et 30 ans et, pour beaucoup, ce sera la première fois qu'ils se retrouveront derrière un pupitre.

Si le challenge est de taille et que l'initiative a ses détracteurs (lire ci-contre), les jeunes recrues de l'association ont au moins la chance d'être très suivies, et ce sur le long terme. Un encadrement qui fait souvent défaut dans un secteur où près d'un jeune sur deux quitte la profession durant les cinq premières années. ■

ANN-CHARLOTTE BERSIPONT

LA POLÉMIQUE

Les contre

Les secteurs associatif et universitaire sont sur leurs gardes par rapport au projet. Anne Chevalier, de l'association Changement pour l'égalité, décrit l'initiative comme un « service civil » : « On envoie quelqu'un d'inexpérimenté dans une école en lui disant que cela sera une ligne positive et "démontrant son leadership" sur son CV, mais il faut se demander à qui profite la manœuvre. » Elle dénonce aussi l'incursion du privé dans le service public : « Cela dédouane les décideurs de leurs responsabilités. » Son avis est partagé par Bernard Delvaux, un des auteurs d'une carte blanche publiée par plusieurs professeurs de l'UCL. Il dénonce le caractère autonome du dispositif : selon lui, Teach for Belgium aurait pu discuter avec les instances officielles pour introduire des modules de formation à la D+ dans les programmes existants. « De plus, de telles formations existent déjà », explique le chercheur. Dernière critique : « Les expériences dans d'autres pays montrent que les enseignants engagés par ce biais ne sont pas restés. Or les écoles ne sont pas intéressées par des professeurs n'ayant pas l'intention de s'investir à long terme. »

Les liens vers les cartes blanches complètes se trouvent dans notre édition numérique de 17 h.

Les pour

Pierre Pirard, l'administrateur délégué de Teach for Belgium, se défend contre ces critiques au moment où sa première cohorte d'enseignants débarque dans les écoles. Il explique que l'objectif de l'association n'est pas de privatiser la formation des profs : « Pour le moment, l'agrégation n'a pas d'offre conséquente par rapport à ce type d'enseignement. Notre optique est de faire office de projet pilote, qui pourrait être repris par le service public. Notre système de tutorat, par exemple, pourrait faire tache d'huile. A terme, nous espérons d'ailleurs pouvoir disparaître ! Notre but est de faire diminuer les inégalités, au plus vite cela arrive, au mieux c'est ! » L'administrateur insiste : son objectif n'est pas de créer une filière parallèle mais bien d'inspirer les autres. Il sait que ses premières recrues sont attendues au tournant dans les salles des profs... « Nos jeunes ne vont pas débarquer dans les classes avec un tee-shirt Teach for Belgium et tout révolutionner ! L'idée n'est pas du tout de prendre une posture du genre : "Les enseignants en place font mal leur boulot, changeons cela." Ils viendront avec humilité et respect. »

A.-C.B.